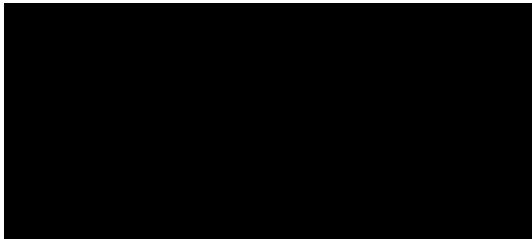


PAR COURRIEL

Québec, le 7 mai 2021



,

Nous donnons suite à votre demande d'accès reçue le 23 avril 2021. Par celle-ci, vous souhaitez obtenir copie des données détaillées en format Excel ou CSV ayant servi à réaliser le taux de couverture des places en services de garde du ministère de la Famille (Ministère) pour l'année 2020, soit :

1. Les données sur les places régies existantes subventionnées et non subventionnées, ventilées par quartiers, régions ou codes postaux;
2. Les données sur les places en réalisation subventionnées et non subventionnées, ventilées par quartiers, régions ou codes postaux;
3. Le nombre de places en milieu familial, en garderie privée et en CPE qui ont été créées et fermées depuis le début de l'année 2020, ventilées par quartiers, régions ou codes postaux;
4. Les données du Système Clientèle des services de garde (CSG), soit les demandes de places des parents inscrits au guichet La Place 0-5 ainsi que les enfants occupant une place d'après les renseignements fournis par les services de garde éducatifs à l'enfance, ventilées par quartiers, régions ou codes postaux.

De plus, vous vouliez savoir si c'était possible d'obtenir ce même type de données sur une base mensuelle, hebdomadaire ou trimestrielle pour l'année en cours, au fur et à mesure.

En réponse à votre demande, vous trouverez sur le site Internet du Ministère l'information la plus récente sur les taux de couverture, en date du 31 décembre 2020 :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/nouvelles-places/cartes-territoriales/Pages/Taux-couvert-2020.aspx>.

... 2

N/Réf. : 2021-2022-017

Nous vous invitons à consulter le *Tableau de bord du modèle d'estimations sur l'offre et la demande de places en services de garde éducatifs à l'enfance* sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante :

<https://www.mfa.gouv.qc.ca/fr/services-de-garde/nouvelles-places/cartes-territoriales/Pages/index.aspx>

Veuillez noter que le Ministère ne produit pas les résultats par quartiers, régions ou codes postaux.

Cette décision s'appuie sur les articles 13 et 15 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* qui se libellent comme suit :

Art. 13 *Le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et ayant fait l'objet d'une publication ou d'une diffusion s'exerce par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance ou par l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter ou de se le procurer là où il est disponible.*

De même, le droit d'accès à un document produit par un organisme public ou pour son compte et devant faire l'objet d'une publication ou d'une diffusion dans un délai n'excédant pas six mois de la demande d'accès, s'exerce par l'un ou plusieurs des moyens suivants :

1° la consultation sur place pendant les heures habituelles de travail ou à distance;

2° l'obtention d'informations suffisantes pour permettre au requérant de le consulter là où il est disponible ou de se le procurer lors de sa publication ou de sa diffusion; [...]

Art. 15 *Le droit d'accès ne porte que sur les documents dont la communication ne requiert ni calcul, ni comparaison de renseignements.*

Nous vous rappelons que vous pouvez demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision, et ce, dans les trente (30) jours suivant la date de la présente décision. Vous trouverez sous pli une note explicative à cet effet.

Veuillez agréer, , mes sincères salutations.

ORIGINAL SIGNÉ



Lisa Lavoie
Directrice du Bureau de la sous-ministre
Responsable ministérielle de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels

p. j.

Avis de recours

À la suite d'une décision rendue en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir :

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision. La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante:

Québec	525, boul. René-Levesque Est Bureau 2.36 Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 418 529-3102
Montréal	500, boul. René Lévesque Ouest Bureau 18.200 Montréal (Québec) H2Z 1W7	Tél. : 514 873-4196 Numéro sans frais 1 888 -528-7741	Télec. : 514 844-6170

b) Motifs :

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais :

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).